

DANS CE CADRE

Académie :	Session : 2010
Examen : B.E.P.	Série :
Spécialité/option :	Repère de l'épreuve : E.P. 3
Épreuve/sous épreuve : Épreuve Économique & Juridique	
NOM	
(en majuscule, suivi s'il y a lieu, du nom d'épouse)	
Prénoms :	n° du candidat : <input type="text"/>
Né(e) le :	(le numéro est celui qui figure sur la convocation ou liste d'appel)

NE RIEN ÉCRIRE

Appréciation du correcteur :

NOTE : / 20

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque pouvant indiquer sa provenance

BEP MÉTIERS DU SECRÉTARIAT
BEP METIERS DE LA COMPTABILITÉ
EP3 / Épreuve économique et juridique

PARTIE ECONOMIQUE	
L'inflation	/ 20 points
PARTIE JURIDIQUE	
PARTIE 1 : Le contrat de travail	/ 14 points
PARTIE 2 : Le droit de vote	/ 6 points
Sous-total	/ 20 points
TOTAL	/40

B.E.P. MÉTIERS du SECRÉTARIAT - MÉTIERS de la COMPTABILITÉ		Codes : 51 32403 - 31401	SUJET
Épreuve EP3 : Épreuve économique et juridique			
Durée : 1 h 30	Coefficient : 2	Session : 2010	Page : 1/12

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

PARTIE ECONOMIQUE

A partir du **document 1** et de vos connaissances, vous répondrez aux questions suivantes :

Question 1 : Donnez la définition de l'indice des prix à la consommation.

.....

.....

.....

Question 2 : Indiquez l'organisme chargé de calculer l'indice des prix.

.....

Question 3 : Retrouvez la variation de l'indice de prix 2008/2007 pour le poste « Loyers et services rattachés » et expliquez son calcul.

.....

.....

.....

B.E.P. MÉTIERS du SECRÉTARIAT - MÉTIERS de la COMPTABILITÉ		Codes : 51 32403 - 31401	SUJET
Épreuve EP3 : Épreuve économique et juridique			
Durée : 1 h 30	Coefficient : 2	Session : 2010	Page : 2/12

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

Question 4 : A partir du **document 2**, expliquez l'expression « inflation négative ». A quelle période rencontre-t-on cette situation en France ?

.....

.....

.....

.....

Question 5 : A l'aide de vos connaissances et du document 2, vous rédigerez un développement structuré. Vous définirez en introduction l'inflation.

Dans une première partie, vous présenterez les différents types d'inflation puis dans une seconde partie, vous indiquerez l'évolution générale de l'inflation en France entre juillet 2007 et mai 2009.

Vous conclurez en donnant un exemple de conséquence de l'inflation sur la vie des ménages.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

B.E.P. MÉTIERS du SECRÉTARIAT - MÉTIERS de la COMPTABILITÉ		Codes : 51 32403 - 31401	SUJET
Épreuve EP3 : Épreuve économique et juridique			
Durée : 1 h 30	Coefficient : 2	Session : 2010	Page : 3/12

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

[illegible]

B.E.P. MÉTIERS du SECRÉTARIAT - MÉTIERS de la COMPTABILITÉ		Codes : 51 32403 - 31401	SUJET
Épreuve EP3 : Épreuve économique et juridique			
Durée : 1 h 30	Coefficient : 2	Session : 2010	Page : 4/12

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

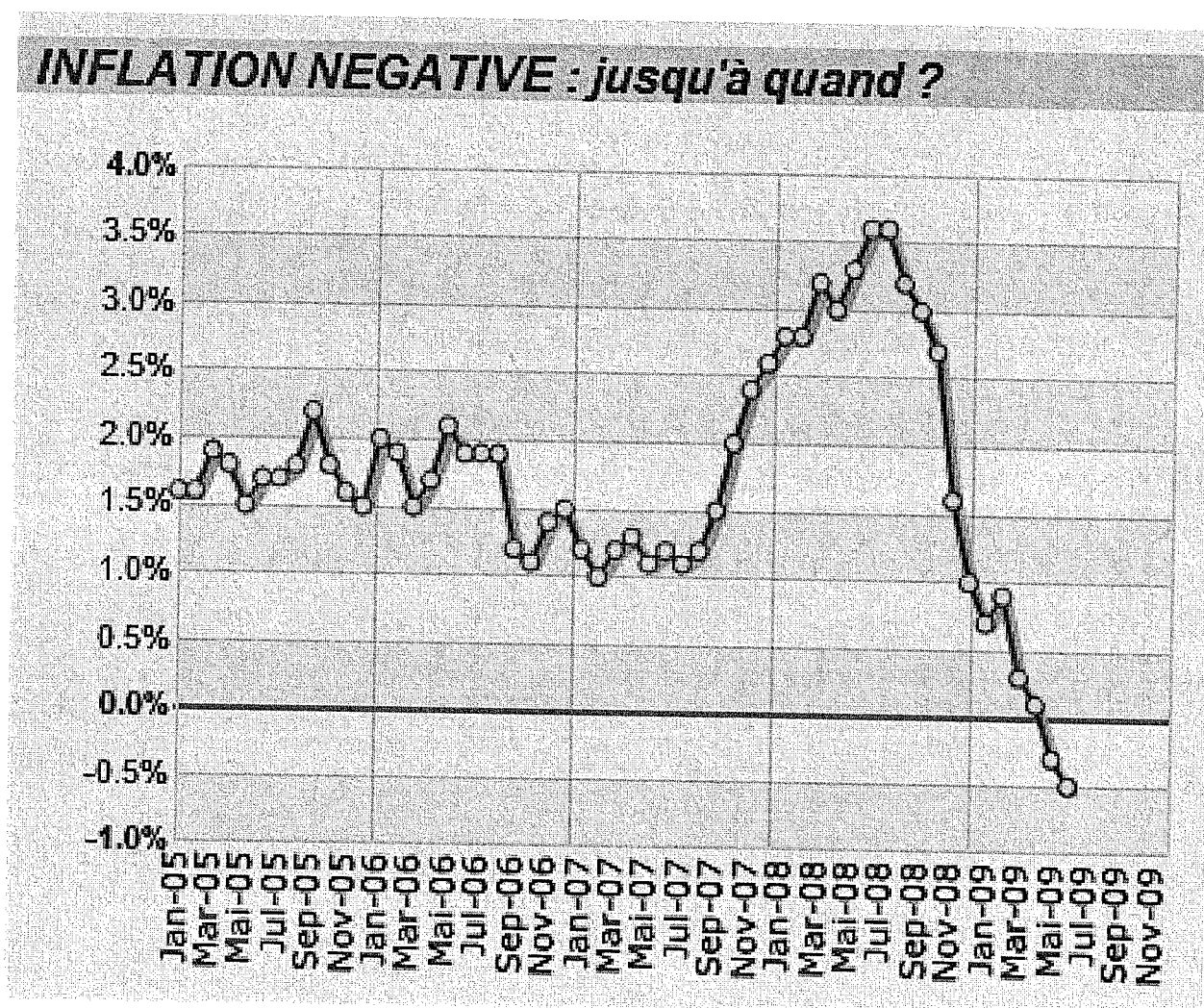
DOCUMENT 1 : Indice des prix des prix à la consommation

Indices base 100 : moyenne 1998			
Regroupements	Indices 2007	Indices 2008	Variation 2008 / 2007
	moyen	moyen	en moyenne
Alimentation	124	130,6	5,30%
Produits frais	134,8	138,5	2,80%
Alimentation hors produits frais	120,3	128	6,40%
Tabac	251,6	275,3	9,40%
Produits manufacturés	104	105,1	1,10%
Habillement et chaussures	97,7	98,2	0,50%
Produits de santé	94,1	93	-1,20%
Autres produits	107,8	109,5	1,60%
Energie	134,9	141,4	4,90%
Produits pétroliers	149,2	158,1	5,90%
Services	121,5	123,8	1,90%
Loyers et services rattachés	127,1	130,4	2,60%
Services de santé	119,6	121,2	1,30%
Transports-communications	110	111,2	1,10%
Autres services	120,9	123,2	1,90%
Ensemble	118,3	121,6	2,80%

Source : <http://www.insee.fr>

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

DOCUMENT 2 : Inflation négative



Source : <http://www.insee.fr>

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

PARTIE JURIDIQUE

PARTIE 1

A partir du **document 3** et de vos connaissances, vous répondrez aux questions suivantes :

Question 1 : Indiquez le type de contrat dont il s'agit et précisez sa durée et ce que cela signifie.

.....

.....

.....

.....

Question 2 : Donnez le nom et la qualité des parties au contrat.

.....

.....

.....

Question 3 : Listez les autres types de contrat de travail que vous connaissez (au moins 2).

.....

.....

.....

B.E.P. MÉTIERS du SECRÉTARIAT - MÉTIERS de la COMPTABILITÉ		Codes : 51 32403 - 31401	SUJET
Épreuve EP3 : Épreuve économique et juridique			
Durée : 1 h 30	Coefficient : 2	Session : 2010	Page : 7/12

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

Question 4 : Identifiez deux obligations incombant au salarié dans le **document 3**.

.....

.....

.....

.....

Question 5 : Précisez la durée de la période d'essai prévue. Expliquer son rôle.

.....

.....

Question 6 : Dans le **document 3**, retrouvez :

- Des preuves du lien de subordination existant entre Bernard Leclerc et Marc Grégoire :

.....

.....

.....

- Le montant du salaire mensuel brut versé :

.....

- Le type de travail confié :

.....

B.E.P. MÉTIERS du SECRÉTARIAT - MÉTIERS de la COMPTABILITÉ		Codes : 51 32403 - 31401	SUJET
Épreuve EP3 : Épreuve économique et juridique			
Durée : 1 h 30	Coefficient : 2	Session : 2010	Page : 8/12

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

DOCUMENT 3 : Contrat de travail à durée indéterminée

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

M. Bernard Leclerc agissant en qualité de directeur de l'entreprise de nettoyage NetPropre domiciliée 12 avenue de Clichy 75017 Paris ci-après dénommé « l'employeur » et M. Marc Grégoire, 125 rue du Chemin Vert, 75011 Paris, de nationalité française, ci-après dénommé « le salarié ».

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIV

Article 1- OBJET ET LIEU D'EXÉCUTION DU CONTRAT : le salarié est engagé par l'employeur en qualité d'assistant commercial. Il exercera ses fonctions sur le site de Clichy, 12 avenue de Clichy.

Article 2- DURÉE DU CONTRAT : les parties contractantes s'engagent à se conformer à la convention collective numéro 38-998. Il est conclu pour une durée indéterminée. Chacune des parties bénéficie d'une faculté de résiliation, qui pourra être exercée à tout moment, sous réserve de respecter les règles de procédure légales et conventionnelles.

Article 3- ATTRIBUTIONS : dans le cadre de ses fonctions, le salarié se verra confier les attributions suivantes : gestion des rendez-vous, conception et envoi de publipostages, relance téléphonique auprès des clients, conception des plannings de travail, édition des documents commerciaux habituels (facture, devis...).

Article 4- PÉRIODE D'ESSAI : il est prévu une période d'essai de 2 mois, pendant laquelle chacune des parties pourra mettre fin librement au contrat sans préavis.

Article 5- HORAIRES DE TRAVAIL : le salarié se conformera à l'horaire de travail en vigueur dans l'entreprise (35 heures hebdomadaires).

Article 6- RÉMUNÉRATION : en rémunération de ses attributions, le salarié percevra un salaire mensuel brut fixé à 2500 euros qui lui sera versé le 29 de chaque mois civil.

Article 7- CONGÉS PAYÉS : le salarié bénéficiera des congés payés annuels conformément aux dispositions de la convention collective 38-998.

Article 8- OBLIGATIONS DU SALARIÉ : les fonctions du salarié peuvent nécessiter des déplacements professionnels dans l'ensemble de la région Île-de-France.

Article 9- FRAIS PROFESSIONNELS : les frais professionnels que le salarié engagera pour l'accomplissement de ses fonctions donneront lieu à remboursement.

À Paris, le 28 août 2008

Le salarié

L'employeur

(signatures précédées de la mention manuscrite des deux parties « lu et approuvé »)

D'après <http://perso.numericable.fr/assoc1901/HTML/telechargement/contratdi.pdf>

B.E.P. MÉTIERS du SECRÉTARIAT - MÉTIERS de la COMPTABILITÉ		Codes : 51 32403 - 31401	SUJET
Épreuve EP3 : Épreuve économique et juridique			
Durée : 1 h 30	Coefficient : 2	Session : 2010	Page : 9/12

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

PARTIE 2

A l'aide de vos connaissances et des **documents 4 et 5** répondez aux questions suivantes :

Question 1 : Listez les conditions d'exercice du droit de vote en France.

.....

.....

.....

Question 2 : Précisez la spécificité du droit de vote aux élections municipales.

.....

.....

Question 3 : Les membres de son parti politique sont-ils d'accord avec Mme de Panafieu sur la question du droit de vote des étrangers ?

.....

.....

Question 4 : Les majeurs sous tutelle peuvent-ils voter ? Pourquoi ?

.....

.....

.....

Question 5 : Les ressortissants d'un état membre de l'union européenne ont-ils le droit de vote ?
Si oui, à quelles élections peuvent-ils se présenter ?

.....

.....

B.E.P. MÉTIERS du SECRÉTARIAT - MÉTIERS de la COMPTABILITÉ		Codes : 51 32403 - 31401	SUJET
Épreuve EP3 : Épreuve économique et juridique			
Durée : 1 h 30	Coefficient : 2	Session : 2010	Page : 10/12

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

DOCUMENT 4 :

GUILLAUME PERRAULT : 15/10/2007 | Mise à jour : 12:20 |

FAQ Municipales 2008

Quelles sont les conditions pour voter ?

Selon l'article 3 de la constitution, « sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques ».

Dès lors, les conditions pour voter sont les suivantes :

- **disposer de la nationalité française** : le droit de vote demeurant lié, en France, à la nationalité (sauf s'agissant des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne, pour les élections municipales et européennes) ;
- **être majeur** : âge fixé à 18 ans depuis 1974 ;
- **jouir de ses droits civils et politiques** : cela exclut, d'abord, les majeurs sous tutelle. Ensuite, jusqu'en 1994, le Code électoral prévoyait, pour certains délits et pour l'ensemble des crimes, que les personnes condamnées étaient aussi privées de leur droit de vote de façon permanente. Depuis cette date, il est prévu des incapacités temporaires dont la durée est fixée par le jugement de condamnation ;
- **être inscrit sur la liste électorale** : elle est tenue à jour dans chaque mairie. Sont inscrits sur la liste électorale à leur demande, les électeurs domiciliés dans la commune ou qui y résident depuis six mois, ceux qui sont inscrits au rôle des contributions directes (ex : impôts locaux) depuis cinq ans, les fonctionnaires qui sont assujettis à une résidence obligatoire dans la commune. En revanche, les jeunes ayant atteint l'âge de 18 ans entre deux opérations de révisions de listes électorales sont inscrits d'office depuis la loi du 10 novembre 1997.

VIEPUBLIQUE.FR FAQ Municipales mars 2008-03-19

B.E.P. MÉTIERS du SECRÉTARIAT - MÉTIERS de la COMPTABILITÉ		Codes : 51 32403 - 31401	SUJET
Épreuve EP3 : Épreuve économique et juridique			
Durée : 1 h 30	Coefficient : 2	Session : 2010	Page : 11/12

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

DOCUMENT 5 :

Françoise de Panafieu pour le droit de vote des étrangers aux municipales

GUILLAUME PERRAULT : le 15/10/2007 | Mise à jour : 12:20 |

FRANÇOISE DE PANAFIEU, candidate UMP à la mairie de Paris, a pris position hier en faveur du droit de vote et d'éligibilité des étrangers non européens aux élections municipales. Le maire du XVII^e arrondissement a estimé que les ressortissants des pays extérieurs à l'UE et installés en France *« doivent avoir le droit à la parole pour les élections locales »* s'ils sont en situation régulière. La future rivale de Bertrand Delanoë a estimé qu'on n'*« évitera pas »* cette réforme, qu'elle a jugée *« saine »*, même si elle préfère que le Parlement prévoie *« une condition de réciprocité »*.

L'électorat « bobo »

La déclaration de Françoise de Panafieu peut paraître politiquement risquée. L'octroi du droit de vote et d'éligibilité aux étrangers aux élections locales choque en effet une très grande partie de l'électorat UMP, tandis que cette mesure figure dans le programme du Parti socialiste pour 2007. Partisan de cette réforme, Nicolas Sarkozy avait reconnu le 8 juin qu'il était *« minoritaire dans sa famille »* sur cette question et que, par conséquent, cette proposition *« ne figurerait pas dans le programme »* de l'UMP aux élections législatives. De fait, à de rares exceptions près comme Yves Jego (Seine-et-Marne), les députés UMP sont hostiles à cette revendication. Thierry Mariani observe que *« les étrangers en situation régulière peuvent demander la nationalité française après cinq ans de résidence »*. Pour le député du Vaucluse, *« les conditions pour être naturalisé sont beaucoup plus libérales en France que chez nos voisins qui accordent le droit de vote aux étrangers aux élections locales »*. Selon Jean-Luc Warsmann (Ardennes), en outre, *« on acquitte des impôts en contrepartie des services assurés par la collectivité, alors qu'on vote pour participer à la vie de la nation »*.

Françoise de Panafieu espère-t-elle ainsi capter les suffrages de l'électorat « bobo » qu'on dit acquis à Bertrand Delanoë ? Claude Gosguen, premier vice-président du groupe UMP et ancien concurrent du maire du XVII^e arrondissement pour l'investiture du parti majoritaire lors des prochaines municipales, s'est en tout cas déclaré hostile à cette mesure et réclame un vote au sein du groupe UMP sur le sujet.

LE MONDE.FR DU 15/10/2007

B.E.P. MÉTIERS du SECRÉTARIAT - MÉTIERS de la COMPTABILITÉ		Codes : 51 32403 - 31401	SUJET
Épreuve EP3 : Épreuve économique et juridique			
Durée : 1 h 30	Coefficient : 2	Session : 2010	
			Page : 12/12